

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule Déchets

Albi, le 4 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 janvier 2022

Contexte et constats

Publié sur 

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND RODEZ

Déchetterie des Moutiers
Avenue de Vabre
12000 RODEZ

Références GUN : 0006810013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 janvier 2022 à la déchetterie des Moutiers, installation de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND RODEZ implantée lieu-dit "la Poudrière", 12000 RODEZ. L'inspection a été annoncée le 10 décembre 2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND RODEZ - Avenue de Vabre 12000 RODEZ
- Déchetterie des Moutiers, lieu-dit "la Poudrière", Rodez
- Code AIOT dans GUN : 0006810013
- Régime : Autorisation

La déchetterie des Moutiers, située au lieu-dit « La Poudrière » sur la commune de Rodez, est exploitée par la communauté d'agglomération du Grand Rodez depuis 2001.

L'exploitant a bénéficié le 17 janvier 2013 d'un récépissé d'antériorité sous les rubriques 2710-1 et 2710-2. À la date du présent rapport, la déchetterie est assujettie aux rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

- 2710-1a : régime de l'autorisation pour la collecte des déchets dangereux ;
- 2710-2a : régime de l'enregistrement pour la collecte des déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Ceux de la mise en demeure consécutive à l'inspection du 2 novembre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'ensemble des non-conformités ayant conduit à la mise en demeure de l'exploitant ayant été corrigé, la mise en demeure peut-être levée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Suite donnée lors de l'inspection précédente	Commentaire
Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Non conformité n°2	N-C corrigée
Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27-I	Non conformité n°1	N-C corrigée
Stockage rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV.	Non conformité n°3	N-C corrigée

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Toutes les non-conformités ayant été corrigées, la mise en demeure est levée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...]
Constats : L'exploitant dispose depuis le 15 juillet 2021 d'une borne incendie à proximité immédiate de l'entrée de la déchetterie.
Observations : L'exploitant a fourni un rapport de contrôle qui précise que la borne incendie est opérationnelle.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention des chutes et collisions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27-I
Prescription contrôlée : Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contrebas.
Constats : Les quais ont été équipés d'une lisse intermédiaire ce qui diminue fortement le risque de chute d'un piéton dans une benne ou sur le quai inférieur. Un dispositif anti-recul pour véhicule (une bordure) a été installé au droit de chaque zone de versement dans les bennes.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Stockage rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]
Constats : L'exploitant a fait construire au point bas de sa plateforme inférieure un mur recouvert d'un enduit afin de disposer d'une capacité de rétention supérieure à 120 m ³ . L'exploitant dispose de tapis étanches dont le rôle est de boucher les avaloirs présents sur la zone.
Type de suites proposées : Sans suite